REPUBLIQUE FRANCAISE DEPARTEMENT DE LA DROME

| Nombre de mer | nbres afférents au |
|----------------|--------------------|
| Conseil Munici | pal: |
| En exercice | 14 |
| Présents | 13 |
| Pouvoirs | 01 |
| Votants | 14 |
| Pour | 14 |
| Contre | 00 |
| Abstention | 00 |

Date de la convocation 01/04/2025

Séance du 08 Avril 2025

Absents excusés: ROSTAING Marc

Pouvoirs : ROSTAING Marc à CETTIER Nicolas Secrétaire de séance : VALLERANT Jacques

Nº 2025-28

OBJET: Convention relative à l'intervention d'accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) sur le temps de pause méridienne dans le premier degré.

Madame le Maire rappelle aux membres du conseil municipal que l'Etat prend désormais en charge la rémunération du personnel affecté à l'accompagnement des élèves en situation de handicap (AESH) durant la pause méridienne.

Cette prise en charge est conditionnée à la signature d'une convention entre l'académie de Grenoble employeur de l'AESH et la commune organisatrice du service de restauration scolaire et des activités périscolaires pendant la pause méridienne.

Vu la loi n°2024-475 du 27 mai 2024 visant la prise en charge par l'Etat de l'accompagnement humain des élèves en situation de handicap durant le temps de pause méridienne,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés

- Adopte la convention relative à l'intervention d'accompagnements d'élèves en situation de handicap (AESH) sur le temps de pause méridienne, entre l'académie de Grenoble et la commune de Le Grand-Serre.
- Autorise Madame le Maire à signer cette convention ainsi que toutes les pièces annexes et documents pouvant s'y rapporter.

Ainsi fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits par les conseillers municipaux présents ou représentés.

Extrait certifié conforme.

Le Maire,

Fait à Le Grand-Serre, le 10 Avril 2025

Agnès GENTHO

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de GRENOBLE = 2, Place de Verdun-BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. En application du décret n°2018-251 du 6 avril 2018, la saisine de la juridiction pourra également ce faire via l'application « Télérecours citoyens » figurant sur le site www.telerecours.fr